

turiers. A ce moment-là, cela créera des emplois au Canada. Il n'y a pas d'autre solution.

Le gouvernement américain administre ses affaires comme bon lui semble. Celui-ci ne doit absolument rien au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je n'admets pas, par exemple, ce que le ministre canadien disait dimanche soir, sur les ondes de Radio-Canada: Si on fait les bons petits garçons, peut-être qu'il aura soin de nous autres! Ce qu'il est gentil!... Et le ministre ne se souvient pas d'avoir dit cela à son cher ami Pierre Nadeau? Il ne se souvient pas de cela? Qu'on écoute l'enregistrement, et l'on constatera que le ministre a bel et bien dit ce que je viens de répéter.

L'hon. M. Pepin: ...des bons petits garçons!

M. Caouette: C'est cela, des bons petits garçons, des petits garçons dociles, parce que, apparemment, on ne peut pas prendre de décision par nous mêmes ici, au Canada.

La première mesure, l'abandon de l'or comme instrument monétaire. Depuis combien de temps ne disons-nous pas, nous: Enlevez l'or derrière les billets de banques, parce qu'ils n'ont pas assez de valeur. Les créditistes ont toujours prétendu cela. Pourquoi? Parce que l'or est rare et n'existe pas en quantité suffisante dans une période d'abondance. C'est tellement vrai que nous avions encore une garantie-or jusqu'au 1^{er} mai 1940, mais au début de la guerre de 1939-1945, soit le 1^{er} mai 1940, on s'est vite rendu compte qu'il n'y avait pas suffisamment d'or pour, selon la garantie-or, créer des crédits nouveaux en vue de poursuivre la guerre. Alors, on a tout simplement aboli toute garantie-or des billets de banque du Canada, et c'est encore la même chose aujourd'hui. Malheureusement, vous avez encore des professeurs d'universités qui enseignent que pour donner de la valeur à l'or, à l'argent canadien, au crédit canadien, il faut qu'ils soient garantis par une quantité correspondante d'or. Des gens arriérés de 30 ans? Il s'en trouve parmi eux qui ont 50 ans et qui croient encore cela, qui croient au père Noël! Ce sont des professeurs de l'Université d'Ottawa, et le ministre le sait, car il y a fait un stage comme professeur. Probablement qu'il enseignait qu'il y avait de l'or garantissant les billets de banque du Canada, parce qu'il traitait d'économie politique. Au fait, il était payé pour le dire. Alors, il le disait, mais il ne savait pas—car nous ne le lui avons appris que vers les années 1946, 1947, et 1948—que ce n'est plus l'or qui garantit les billets de banque du Canada, et ce depuis le 1^{er} mai 1940. Si le ministre ne me croit pas, il n'a qu'à consulter son collègue, l'honorable ministre des Finances, et celui-ci le lui dira, en noir et en blanc.

Monsieur l'Orateur, cela prouve également que le système actuel est suranné, qu'il doit être remplacé, parce que la situation actuelle, ce ne sont pas les créditistes qui l'ont créée, c'est le système de fous dans lequel nous vivons. Le ministre a beau s'y débattre, puis nous dire carrément que le bill n'est pas une solution. Le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) se lève à son tour et nous dit: Je comprends que ce n'est pas une solution mais nous appuierons tout de même le bill.

Le chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis) lui, nous dit: Fâchez-vous et taxez les États-Unis! Les États-Unis taxent les importations! Taxons les exportations à notre tour. Tout ce que nous vendons de matières premières,

[M. Caouette.]

res, taxons-le pour faire contrepoids aux Américains. Et le ministre disait: Peut-être qu'à longue échéance, on ne serait pas les gagnants, mais les perdants. Cela, j'y crois, car notre population n'est que de 20 millions au regard des 200 millions d'Américains.

De toute façon, monsieur l'Orateur, la situation actuelle prouve que le système monétaire est un système fini, un système qu'il faut changer. Si l'on ne s'y attaque pas, on assistera à d'autres spectacles bien pires que celui auquel nous faisons face présentement.

Nous ne sommes pas les seuls à réclamer un changement. On parle actuellement d'établir une monnaie de crédit de papier. Ce ne sont plus les créditistes qui parlent de monnaie de papier, mais les plus grandes autorités bancaires. Dans un article intitulé «La Bank of America propose une réforme du système monétaire», on pouvait lire ce qui suit:

La prochaine étape pourrait bien être de faire des droits de tirage spéciaux le numéraire du système financier international, poursuit la grande banque californienne. Ceci permettra aux pays —y compris les États-Unis—d'ajuster la parité de leur monnaie en termes de DTS tout en laissant intact le lien entre les DTS et l'or. Il n'est pas inconcevable que nous puissions ultérieurement élargir notre concept originel des DTS pour leur permettre de remplir un plus grand nombre des fonctions classiques de l'argent que nous le pensions possible jusqu'ici.

Quand nous avons parlé de crédits nouveaux, de l'utilisation de crédits par la Banque du Canada, des «fins-fins» au Canada, des économistes avertis, informés, ont prétendu que nous étions les propagandistes d'une «monnaie de singe». Et voici que la *Bank of America* propose à son tour une «monnaie de singe». Quant à elle, on la prend au sérieux; les gouvernements étudient cette proposition. Les dix principaux membres du FMI se réunissent et, là, on crée du papier-or.

Un pays pourrait écrire sur un papier «100 millions» et cela équivaldrait à 100 millions en or. Où est l'or? On ne l'a pas, mais on l'appelle 100 millions en or. Je n'ai jamais vu autant d'inconséquence. Cela prouve que ce que nous criions depuis 35 ans est en train de se réaliser et d'être compris par toute la population.

Les ministres sont aux prises avec un système de singe; ils ne savent plus où donner de la tête. Quand le ministre de l'Industrie et du Commerce va dans sa circonscription, il se fait engueuler, enguirlander par ses électeurs, relativement aux textiles. Le ministre leur a dit: Nous allons, —et ce avant l'imposition de la taxe par le président Nixon—vous faire prendre votre retraite à 54 ans parce que l'industrie textile a moins de demandes, moins de réclame qu'auparavant.

Mais les Japonais continuent d'exporter au Canada. Nous ne nous opposons pas à transiger avec les Japonais. Seulement, le ministre sait à quoi il a à faire face lorsqu'il visite sa circonscription, dans les Cantons de l'Est. Il y rencontre n'importe quelle classe laborieuse de la société. On ne peut pas créer d'emplois, justement parce qu'on n'accorde aucune attention aux consommateurs canadiens.

Monsieur l'Orateur, puis-je vous signaler qu'il est six heures?

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Comme il est six heures, je quitte maintenant le fauteuil.

(La séance est suspendue à 6 heures.)